FNIC
LA Voix DES INDUSTRIES CHIMIQUES

LA VOIX / Octobre 2026 /
Nº 581

LE MAGAZINE DES TRAVAILLEUSES ET TRAVAILLEURS DE
LA FÉDÉRATION NATIONALE DES INDUSTRIES CHIMIQUES

SOMMAIRE

L'EDITO 3

LES LUTTES 4-5
Toray
Lutte ALBEA

INTERVENTION DE LA FNIC CGT
LE 23 SEPTEMBRE 2026 6-7

LE DOSSIER 9-22
Dossier pétrole

TRACT COLÈRE DES LYCÉENS
23

DÉCLARATION FNIC CGT
24-25

CIRCULAIRE INSCRIPTION AU CONGRÈS DE LA FNIC CGT
26-27



LA VOIX DES INDUSTRIES CHIMIQUES est une publication de la **FNIC** (Fédération Nationale des Industries Chimiques)
FNIC CGT Case 429 – 263 rue de Paris – 93514 Montreuil cedex
Tél. : 01 84 21 33 00 / **www.fnic-cgt.fr** / e-mail : **contact@fnic-cgt.fr**
Directeur de publication : **Serge ALLEGRE**/ Commission paritaire **nº 0128 S 06355**
Bimensuel — 1,06 euros / Conçu et réalisé par la **FNIC CGT** / Imprimé par ADDAX imprimerie
ISSN : 0763-7497

SECAFI
GROUPE ALPHA

Formation | Conseil | Expertise | Négociation



Choisissez l'expertise qui fait la différence

Élections professionnelles, entourez-vous des bons conseils

NAO, négociez avec impact grâce à AlphaViz®

La transparence salariale, une révolution annoncée

L'intelligence artificielle et le dialogue social,
au service des salariés

Travail, quand sens & conditions de travail se réinventent







Secafi 01 53 62 24 40 contact@secafi.com **www.secafi.com**

BORDEAUX • LILLE • LYON • MARSEILLE • METZ • MONTPELLIER • NANTES • ORLÉANS • PARIS • ROUEN • SAINT-DENIS DE LA RÉUNION • TOULOUSE

L'EDITO...

LA COLÈRE EST LÀ, QU'EST-CE QU'ON ATTEND POUR L'EXPLOITER DE MANIÈRE COLLECTIVE ?!

Le gouvernement nous promet l'enfer social avec des arbitrages qui ne cachent plus leurs velléités et qui doivent réveiller très rapidement notre classe de travailleurs. Nous connaissons tous ce qui nous attend avec la préparation du budget et son catalogue de mesures antisociales et pro-militaires qui, soit dit en passant, est largement écrit par nos adversaires de classe, le patronat.

Les choix sont clairs : 415 milliards d'euros de crédits au titre de la loi de programmation militaire, auxquels 36 milliards d'euros viennent d'être ajoutés pour militariser toujours plus l'économie et la société française ! 211 milliards d'euros d'aides publiques en 2023 qui, sans avoir les chiffres vérifiés pour 2025, pourraient atteindre les 270 milliards, dont 90 milliards d'exonérations de cotisations sociales sans aucune condition et obligation de rembourser le moindre centime. Depuis les années 2000, c'est la quasi-totalité du PIB de la France qui a été donnée aux entreprises du CAC 40, riches à millions, voire à milliards.

Dans nos usines, quand le mercure s'affole, le Capital, lui, garde son sang-froid. Dans les ateliers, les bureaux, les entrepôts, les directions refusent d'adapter les cadences. Elles ne ralentissent rien, elles ne protègent personne, la santé des travailleuses et des travailleurs passe après les quotas, les rendements, les profits. Là aussi, ce chaos n'a rien d'une faillite météo. C'est un choix de classe qui transforme chaque journée de travail en épreuve du feu. Nous avons tous souffert de cette chaleur et notamment ceux qui étaient à l'hôpital avec 35 degrès dans la chambre ou ceux qui étaient en EHPAD où, malheureusement, le constat est celui des places qui se sont libérées car nos anciens n'ont pas supporté la chaleur.

Cette situation a, une nouvelle fois, démontré la défaillance de l'État avec plus de 7 000 morts liés à la canicule.
L'association de malfaiteurs gouvernement/patronat attaque sur tous les fronts, le temps de travail ou la dénonciation des accords de réduction du temps de travail sans augmentation des salaires sont devenus la norme.
Le recul de l'âge légal du départ à la retraite de 64 à 65, voire 67 ans, pour soi-disant sauver notre système par répartition avec des mensonges de démographie qui devraient, aux dires des macronistes, LR, RN et autres menteurs du gouvernement, nous conduire vers la capitalisation au vu du ratio entre actifs et retraités.

Qu'en est-il des gains de productivité ? 50 milliards d'euros de PIB en France en 1960 avec 4 actifs pour un retraité pour atteindre 2 200 milliards d'euros en 2020 avec 1,17 actif pour un retraité.
La productivité a été multipliée par 44, donc notre système par répartition ne souffre que des choix boursiers opérés par nos adversaires de classe avec la complicité des gouvernements successifs.
Le pouvoir d'achat est au plus bas avec l'explosion des prix de l'énergie et des carburants qui nous renvoie une fois de plus à l'obligation d'avoir de grands secteurs nationalisés par la socialisation des moyens de production afin de répondre aux besoins tout en étant sortis de toute logique de rentabilité. Avoir la main sur les tarifs à la pompe qui, pour rappel, l'entreprise Total et autres majors du pétrole font un fric astronomique en amont avec un baril à plus de 100 $ alors que ce dernier génère des bénéfices dès qu'il atteint les 25 $. Oui, la guerre est une chose terrible, terriblement profitable pour ces nantis.

La course à la présidentielle bat son plein et, au cas où la croyance d'un parti ou d'un homme providentiel ferait son apparition, il est bon de savoir que ce dernier ne sera jamais à la hauteur du seul mouvement de grève nécessaire qui saurait nous garantir le programme attendu par les travailleurs !

LES LUTTES

LES TORAY EN LUTTE POUR LES EMPLOIS !

Après des suppressions d'emplois conséquentes motivées par la direction par la robotisation, les ouvriers de l'usine subissent depuis des mois l'intensification radicale du travail. Après avoir enduré la dégradation générale des conditions de travail (sous-effectifs, accidents, mal-être, surcharge, etc.), l'été 2026 a amplifié le tout avec des températures torrentielles. Comme le signale le tract du syndicat :

« On ne peut pas demander à 2 ou 3 salariés de réaliser le travail qui nécessitait hier 5 ou 6 personnes. Quand les effectifs baissent, la charge de travail doit baisser également ! Pas question de transformer chaque absence en heures supplémentaires, chaque sous-effectif en pression supplémentaire et chaque dysfonctionnement en responsabilité supplémentaire pour les salariés. »

Il n'en suffisait pas plus pour la CGT TORAY ! L'appel à la grève est lancé le 6 août et est très suivi sur les lignes de production, qui conduit à un arrêt de presque toute l'usine d'Abidos (64).

Les revendications sont claires :

- Des recrutements immédiats afin d'augmenter les effectifs dans chaque service.
- Aucune suppression de poste basée sur des projections théoriques alors que la réalité du terrain démontre le contraire.

Une réunion avec la direction a eu lieu le 2 septembre après un mois de mobilisation constante et un compteur de grève à des dizaines d'heures par opérateur. La direction ne propose rien de concret, la lutte continue. L'entreprise ne sachant pas faire autre chose que la répression, un nouveau militant CGT est convoqué pour un entretien en vue d'un licenciement, des appels à la mobilisation par la CGT TORAY sont en cours en solidarité avec le camarade !



ALBÉA

Les salariés d'Albéa Tubes, situé à Sainte-Menehould dans le département de la Marne (51), ont cessé le travail le lundi 1er juin à l'appel de la CGT afin d'obtenir l'ouverture de négociations sur les salaires.

En effet, avec l'augmentation du SMIC de 2,41 % à compter du 1er juin, les 3 premiers coefficients de la grille de salaires conventionnelle et donc d'Albéa se retrouvent inférieurs au salaire minimum.

La CGT revendique une augmentation de 5 % sur l'ensemble de la grille, elle revendique également une revalorisation de 25 % sur la prime de déplacement.

La direction faisant la sourde oreille par rapport aux revendications, un nouveau préavis de grève déposé par la CGT a été déposé du lundi 15 juin au samedi 20 juin 2026 et un autre du 24 juin au 27 juillet, toujours par des arrêts de 1 h à 8 h.

La direction se cachant derrière les négociations de branche, celles-ci ayant échoué en juillet avec une proposition de revalorisation des chambres patronales de 2,41 % seulement sur les coefficients qui se trouvaient sous le SMIC.

Si la direction reste campée sur ses positions, nous reprendrons les grèves, c'est le message de la CGT.





Intervention de la FNIC-CGT le 23 septembre 2026.

Il y a vingt-cinq ans, le 21 septembre 2001, une explosion dans l'usine Total (appelée aujourd'hui TotalEnergies) d'AZF entraînait la mort de 31 personnes, faisait plus de 20 000 blessés. Des dizaines de milliers de logements furent touchés ainsi que 89 établissements scolaires et 3 hôpitaux.

La FNIC-CGT rend ici hommage aux victimes et aux familles et tient aussi à saluer le travail des structures de la CGT, des travailleuses et travailleurs, des riverains et des associations.

Nous ne faisons aucune différence entre les victimes du dedans comme celles du dehors, comme nous ne faisons aucune différence entre les 10 salariés d'AZF décédés et les 11 salariés sous-traitants sur le site qui ont perdu la vie.

Cet accident est resté d'autant plus douloureux que TotalEnergies a déployé des moyens colossaux pour échapper à ses responsabilités, pour masquer les causes, que pourtant il connaissait depuis le début.

Ces causes ont été rappelées dans le dernier jugement qui condamna l'entreprise définitivement en 2017. Le jugement pointe « ***du personnel non formé, des manquements dans la gestion des déchets, le recours excessif à la sous-traitance, activité qui n'aurait pas dû être sous-traitée, l'absence d'évaluation des risques*** ».

Quand on questionne les Toulousains sur l'origine de l'explosion dans l'usine AZF de Total qui a ravagé la ville, la majorité d'entre eux répond : **on ne saura jamais.** De ce côté-là, on peut dire que Total a gagné. Pourtant, l'entreprise AZF en tant que personne morale a été condamnée, tout comme son directeur local, avec une peine de prison assortie d'un sursis. Certes, une peine de prison avec sursis tout en étant un meurtrier est loin d'être à la hauteur de ses crimes, mais qui confirme la responsabilité de l'entreprise.

Aujourd'hui, 25 ans après, il est indispensable de répondre à cette question : les enseignements ont-ils été tirés ? Un nouvel **accident industriel majeur** peut-il se reproduire ?

Oui, ne parlons pas de catastrophe mais bien d'un accident industriel, car c'est bien en connaissance des risques que la direction AZF, comme l'ensemble des directions d'entreprises, où les logiques financières primeront toujours sur la vie des travailleuses, des travailleurs et de la population. Le capitalisme n'a que faire de la vie du peuple, ce qu'il veut, c'est du fric, toujours plus de fric.

L'utilisation d'emplois précaires, emplois sous-traitants et de travailleurs détachés, surexploités, a gagné du terrain. Elle a gagné du terrain, y compris dans les sites dits Seveso, Seveso seuil haut et y compris dans le secteur des engrais, produits que fabriquait AZF.

Les effectifs des exploitants, chargés de la surveillance, sont sans cesse réduits. L'entreprise Air Liquide, par exemple, se glorifie, comme d'une avancée, d'avoir des usines classées Seveso seuil haut, sans plus aucun personnel la nuit, ce qui serait pour eux le summum de la modernité. Jusqu'au jour du prochain accident industriel qui, malgré la connaissance du risque, sera appelé catastrophe par le patronat et repris en boucle par les médias du capital.

C'est la politique du risque calculé avec du matériel mal entretenu, des accidents cachés où les effectifs de pompiers professionnels d'industrie sont réduits, parfois entièrement supprimés, et surtout l'omerta de ce qu'il se passe dans l'entreprise avec la loi sur le secret des affaires.

Pour rappel, car nous sommes ici pour rendre hommage aux travailleuses et travailleurs qui sont morts à cause du capital, à la population qui n'oubliera jamais mais surtout, nous devons tout faire pour que cela ne se reproduise pas.
Que dire des mesures protectrices dans le Code du travail et dans le Code de l'environnement ? Ce sont des coups de ciseaux dans les textes de loi depuis 2009, sous Hollande, sous Sarkozy et sous Macron.

En ce qui concerne le Code du travail, la mesure la plus connue est la suppression des CHSCT, la réduction drastique du nombre de délégués, la réduction des moyens pour réaliser une expertise. Depuis, le gouvernement

Macron a sorti un projet de décret sur le risque chimique, en grand recul sur les textes actuels, avec comme ligne directrice, comme une obsession, de dédouaner les patrons de leurs responsabilités pénales et d'abaisser les mesures de protection.

Sur le plan du Code de l'environnement, les demi-mesures sorties après l'explosion de 2001 ont toutes été, d'une façon ou d'une autre, neutralisées.

Sous ses deux quinquennats, Macron, fidèle compagnon, tel le petit chien du patronat, aura tout donné avec une multitude de dérogations aux obligations sur les installations classées et donné encore davantage de pouvoir au préfet pour décider de ne rien exiger des employeurs.

Dans la chimie, en tout cas, nous savons produire propre et sûr sans divergence d'intérêts entre riverains et salariés. Cela implique d'avoir du personnel formé, en nombre suffisant, dans un même collectif de travail, avec un véritable droit d'expression. Cela implique d'avoir une représentation du personnel efficace, qui soit entendue, puisse intervenir partout, autrement dit, de **réhabiliter les CHSCT.**

Cela implique que l'État ne se couche pas devant les multinationales et joue son rôle régalien, entre autres, avec des inspecteurs du travail qui ne soient pas sanctionnés quand ils font des contrôles.

Cela suppose qu'il existe des sanctions dissuasives envers les patrons délinquants ou criminels des grands groupes, ce qui n'arrive jamais aujourd'hui. **La reconnaissance de la notion de crime industriel n'existe pas dans notre pays.**

Les solutions existent, elles étaient connues et exprimées par les élus CGT, dans cette usine comme dans d'autres avant 2001.

Riverains, salariés des industries chimiques, ou travailleurs et travailleuses dans les activités induites par le secteur industriel, nous voulons vivre et travailler sans pollution, sans agression et sans risquer nos vies, ni notre santé.

Pour certains, la solution est vite trouvée : il n'y a qu'à délocaliser ! Envoyer les usines dangereuses ou polluantes ailleurs, le plus loin possible. Croit-on vraiment que dans des pays où les conditions sociales sont pires, et où le souci environnemental est moindre, voire inexistant, les travailleurs comme les riverains seront plus en sécurité ? Car, bien sûr, il s'agit bien de continuer à utiliser ces produits, car ils sont, la plupart du temps, indispensables. Les industries chimiques interviennent dans tous les domaines de la vie, pour ce que nous buvons et mangeons, pour notre santé et notre hygiène, l'habitat, les vêtements, pour les transports, les loisirs ou encore la communication.

La France est un pays massivement urbanisé, nous avons besoin d'industrie en France, mais pas l'industrie à la sauce capitaliste. Celle qui doit répondre aux besoins de la population, des travailleurs et travailleuses, dans des usines sûres et non polluantes. Une industrie diversifiée sous contrôle et pourvoyeuse d'emplois reconnus par des salaires de haut niveau. Aujourd'hui, à Toulouse, par exemple, sur le plan de l'emploi, tout le secteur de la chimie a été sacrifié, ce qui a fait que la ville se retrouve en situation de mono-industrie, l'aéronautique, une position qui n'est pas sans risque pour son avenir.

Pour ce programme de reconquête industrielle, des solutions existent. Et l'argent existe, à condition qu'on le reprenne des griffes des actionnaires. Ceci suppose des choix politiques et surtout économiques qui sont à l'opposé de ceux qui sont faits aujourd'hui, qui sont à l'opposé des choix qui ont amené à l'accident meurtrier d'AZF il y a 25 ans. Je ne reviendrai pas sur les milliards € d'aides publiques déversées chaque année aux entreprises du CAC 40.

Non, nous ne voulons pas d'un autre accident industriel majeur comme celui de ce terrible jour du 21 septembre 2001. Nous voulons une société où les travailleurs et les travailleuses ne soient pas de la chair à profit, une société qui réponde aux besoins où nous pouvons tous maîtriser nos destins.

Serge ALLEGRE
Secrétaire Général FNIC-CGT

UPCOOP, LE CHOIX MILITANT DE LA CGT

POUR INFO : QUE FAIT UPCOOP ?

Upcoop est l'un des principaux émetteurs de titres spéciaux de paiement, en format papier et dématérialisé : titre-restaurant, CESU préfinancé, titre-cadeau, titre-culture, titre sport et loisirs. Acteur fiable et reconnu de son domaine d'activité, Upcoop anime et développe continuellement un réseau d'utilisation le plus complet possible. C'est aussi un prestataire incontournable des solutions de billetterie et de gestion des activités sociales et culturelles.

ESSENTIEL : QUI EST UPCOOP ?

En tant que coopérative de salariés, au même titre que la SCOP'TI ou Duralex, Upcoop est un acteur emblématique de l'Economie Sociale et Solidaire (voir fiche 5a des repères revendicatifs de la CGT).

Créée par des militants syndicaux en 1964 dans le cadre de revendications sur les avantages sociaux et les conditions de travail, Upcoop est toujours fidèle à ses principes fondateurs : son capital est détenu à 100% par ses salariés à parts égales et son Conseil d'Administration élu démocratiquement tous les 4 ans.

La CGT s'implique concrètement depuis la création de la coopérative. Elle y compte un administrateur permanent et de plein droit au Conseil d'Administration, désigné par la Confédération. Upcoop est donc le seul prestataire de son métier à exercer son activité sur un principe non capitalistique et le seul administré par la CGT.

Choisir Upcoop, c'est choisir une entreprise dont l'objectif n'est pas d'enrichir des actionnaires, mais de développer son activité pour l'inscrire dans la durée, en considérant le travail de ses salariés et en respectant ses clients.

CONCRETEMENT : EN QUOI UPCOOP M'EST UTILE ?

De par ses affinités avec la CGT, Upcoop est davantage qu'un simple fournisseur, c'est un véritable outil qui vous accompagne dans l'exercice de vos mandats.

Les équipes Upcoop sont bien connues de vos UD et structures fédérales, elles ont une bonne connaissance du fait syndical et partagent les valeurs que vous défendez au quotidien. Vous pouvez les solliciter pour un simple renseignement ou pour prendre rendez-vous.

Par exemple, dans le cadre de revendications portées vers votre employeur pour un complément de salaire, de meilleures conditions de travail ou des questions de conciliation vie pro/vie perso (situations personnelles, familiales, mobilité...), la carte déjeuner et le chèque domicile CESU sont des pistes intéressantes à travailler. Vous pouvez bénéficier de toute l'expertise et l'expérience des interlocuteurs Upcoop pour bien préparer vos dossiers et avoir toutes les chances d'aboutir dans vos négociations, dans l'intérêt des salariés.

Par ailleurs, ils pourront vous conseiller sur les sujets d'activités sociales et culturelles du CSE, notamment pour la mise en place des subventions et dotations dans le respect de la réglementation URSSAF, avec les solutions Cadhoc ou culture (chèque, carte, crédit digital). En effet, il est important que l'approche de votre partenaire ne soit pas uniquement commerciale car la responsabilité de votre mandat vous engage. Au-delà d'une proposition compétitive, la qualité de notre démarche et de nos offres en tient compte.

sandrine.debacker@up.coop

DOSSIER

PÉTROLE

DES PROFITS RECORDS SUR NOTRE DOS

PRIX À LA POMPE, TAXES, MARGES, DIVIDENDES... JUSQU'À QUAND ?

+ 250 %
DE PROFITS
pour les compagnies pétrolières depuis 2015

51 %
DE TAXES
sur le prix à la pompe (le reste va aux distributeurs)

DES MILLIARDS DE DIVIDENDES
versés chaque année aux actionnaires



REPRENDRE LES INDUSTRIES PÉTROLIÈRES POUR L'INTÉRÊT GÉNÉRAL.

Ces dernières semaines, les prix des carburants ont de nouveau flambé, avec, comme « prétexte », le déclenchement de la guerre au Moyen-Orient par Israël et les USA. En 2018, nous écrivions déjà sur les niveaux de prix insupportables des carburants. Beaucoup de ce que nous dénoncions à l'époque reste d'actualité. Compte-tenu des taxes supportées par les carburants en France, passer à la pompe revient, d'une part, à passer chez son percepteur : sur un plein de carburant (essence ou gazole) de 88 euros (40 litres à 2,20 euros), chaque automobiliste acquitte 41 euros à l'État en taxe sur les produits pétroliers et TVA. Le reste, 47 euros, va dans la poche des distributeurs et des pétroliers. Et finalement va alimenter allègrement les profits et donc les actionnaires.

La France fait partie des 25 % des pays, sur la planète, appliquant un niveau élevé de taxes sur les carburants, destinées à générer des rentrées fiscales et à inciter aux économies d'énergie dans les transports, selon une politique basée sur le prix d'accès aux carburants.

En 2014, le prix du pétrole avait fortement chuté et le ministre des Finances d'alors, un certain Macron, en a profité pour relever le niveau des taxes, qui n'ont pas cessé d'augmenter depuis. C'est donc surtout la spéculation qui concourt à la situation d'aujourd'hui, à savoir des prix à la pompe devenus insupportables pour les travailleurs et les citoyens en France, du fait de la faiblesse des salaires. Depuis le début de l'agression impérialiste en Iran, la direction de l'entreprise TotalEnergies a fait le choix, comme toutes les majors pétrolières, de spéculer sur le prix des carburants en saignant les travailleurs à la pompe.

Le gouvernement, de son côté, tente de rassurer l'opinion publique sur la capacité des installations de raffinage à assurer la consommation intérieure de produits raffinés.
La réalité est totalement différente car la direction de TotalEnergies, avec la complicité des gouvernements successifs, a procédé depuis plus de quinze ans à la casse progressive de nos outils industriels, au profit d'installations situées dans des pays aux normes environnementales et sociales très inférieures, devenant ainsi complice du bouleversement climatique de la planète.



Depuis 2010, six raffineries ont été démantelées, des milliers d'emplois au raffinage ainsi qu'aux fonctions supports ont été supprimés au sein de TotalEnergies (1 200 postes CDI supprimés à titre d'exemple chez TotalEnergies entre 2015 et 2024 dans le raffinage au périmètre France), des délocalisations de production très importantes, orchestrées dans des pays où les normes sociales et environnementales sont moindres. Dans le seul but de recourir massivement à l'importation de produits raffinés (principalement le gazole) qui n'a jamais été aussi élevée, pour augmenter encore et toujours les Profits.

En spéculant sur le prix à la pompe, TotalEnergies et les majors du pétrole comme ExxonMobil, BP, réalisent des profits stratosphériques sur le dos des travailleurs. Le mois de mars 2026 fut un mois historique, jamais vu depuis la guerre du Golfe, et les directions expliquent qu'il faut « faire tourner l'usine à cash », quel que soit l'état des installations. Ce sont plusieurs mois de marges inédites qui sont attendus : plusieurs mois à tondre les travailleuses et les travailleurs qui sont à se demander sincèrement si ça vaut le coup de continuer d'aller travailler tout en se faisant dépouiller pour faire le plein.

Avant de poursuivre sur ce dossier pétrole et vous donner tout un argumentaire sur ce que nous pourrions exiger en connaissance de cause, nous devons alerter sur les profiteurs de guerre qui nous gâchent la vie.

Au début de la première guerre mondiale, Lénine disait : « *la guerre est une chose terrible, oui, terriblement profitable* ». Cette remarque exprime bien les sentiments des millions de travailleurs, en France, qui sont ulcérés par la hausse des prix du gaz, des carburants, de l'énergie qui profite à TotalEnergies en France plus qu'ailleurs, mais qui profite aussi aux distributeurs non pétroliers (Auchan, Carrefour, Leclerc...).

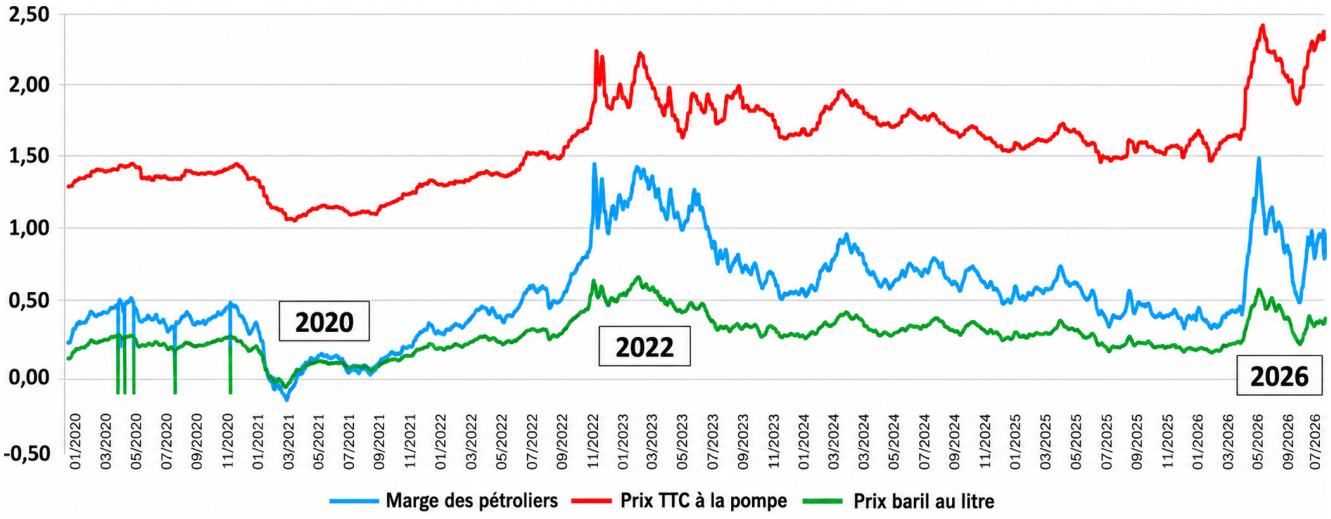
TotalEnergies, « le robin des bois » qu'il se prétend être, ne fait ni plus ni moins partie des profiteurs de guerre malgré son blocage des prix à la pompe à 1,99 € et 2,25 €.

Ce « geste solidaire » cache une volonté de réduire les bénéfices en France pour ne pas être traité de profiteur et annoncer des pertes et/ou de faible marge en fin d'année pour ne pas choquer le peuple français.

En effet, TotalEnergies, comme toutes les majors pétrolières, contrôle la chaîne de production de pétrole, depuis l'extraction, le transport, le raffinage, les dépôts de carburants, le transport jusqu'aux stations-service et la distribution aux usagers de la route. Il a multiplié par 3 ses profits, passant de 1,5 à près de 5 milliards depuis le début de la guerre en Iran.



Prix à la pompe TTC, prix du baril et bénéfices nets de pétroliers sur un litre de diesel/essence à la pompe.



Le Premier ministre Lecornu n'a pas la moindre intention de toucher à un centime des énormes profits réalisés pour tenter d'atténuer la colère sociale et va se contenter de donner l'aumône de 150 millions d'euros par mois pendant 3 mois au profit d'un certain nombre d'entreprises et d'usagers très exposés à la hausse du carburant.

La solution qui se profile, c'est de rallonger la période de cette aide et d'augmenter la prise en charge des entreprises grosses consommatrices de carburant. En parcourant ce dossier, en ayant l'information sur les profits monstrueux dont se gave cette oligarchie en bande organisée, ce sera alors peut-être le moment d'exiger le juste retour des richesses créées par nous, les travailleurs.

Nous faisons, comme bien souvent, face à un discours officiel véhiculé par les médias à la solde des grands capitalistes/milliardaires et des gouvernements à leurs ordres consistant à mettre la hausse des carburants sur le dos de la fermeture du détroit d'Ormuz et du conflit USA/ IRAN or, il n'en est rien. Pire, cette aubaine va leur permettre de mettre en place une nouvelle période de profits supérieurs à la période précédente. À chaque événement mondial, ils augmentent leurs prix sans jamais revenir au prix précédent, quelles que soient les marchandises concernées. Aujourd'hui nous parlons fortement du pétrole mais rappelez-vous lors de l'avènement de la guerre en Ukraine, qui soudainement était devenu l'atelier du monde, nous avons connu les pénuries de produits alimentaires et hygiéniques n'étant pas fabriqués dans ce pays mais qui ont fait flamber le prix de ces denrées de plus de 30 % et qui, depuis, n'ont jamais retrouvé leur prix initial. Ces capitalistes s'engraissent sur notre dos année après année et de plus en plus.

Depuis 2015, les profits des compagnies pétrolières ont augmenté essentiellement en deux périodes successives à partir des années 2015-2022 et 2022 à aujourd'hui.

Bien que le poids des taxes prélevées par l'État représente près de 51 % du prix n'oublions pas que le reste va dans la poche des distributeurs. Ce pourcentage de taxes est surévalué par nos médias pour cacher l'enrichissement toujours plus important des compagnies pétrolières. Ces médias, fers de lance du capitalisme prédateur inoculent ainsi des mensonges et rendent responsables l'État qui est obligé de suivre les prix du diesel et de l'essence imposés par les distributeurs pétroliers.



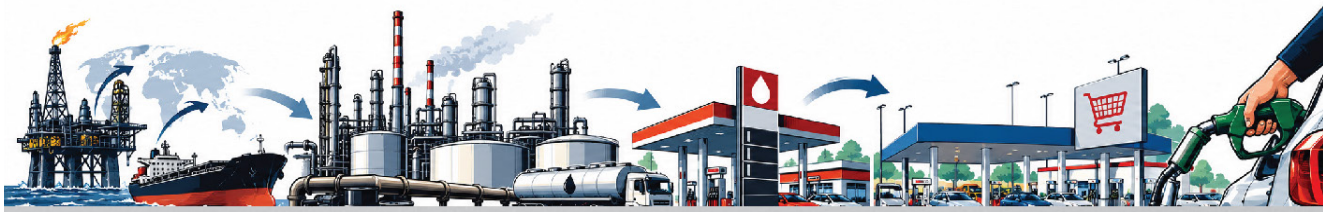




Chez les distributeurs, il y a les pétroliers comme TotalEnergies, BP, ExxonMobil, qui ont leurs propres stations-service, et il y a les commerçants comme Auchan, Carrefour, Leclerc, etc., qui dépendent tous du marché des pétroliers. Les pétroliers, quant à eux, contrôlent 37 % du marché des stations-service en France et, comme ils sont détenteurs de la production du brut et du raffinage du pétrole, ils sont gagnants sur tous les points.
Leurs marges explosent, comme celles des centres commerciaux cités ci-dessus. Toujours présentés comme produits d'appel, ils sont en réalité détenteurs de contrats à terme de 3 mois à 12 mois, ce qui sous-entend que les carburants qu'ils nous vendent à 2,25/2,45 €, calculés sur un baril à 100 $, ont été achetés sur des barils en 2025 à 60,00/70,00 $.

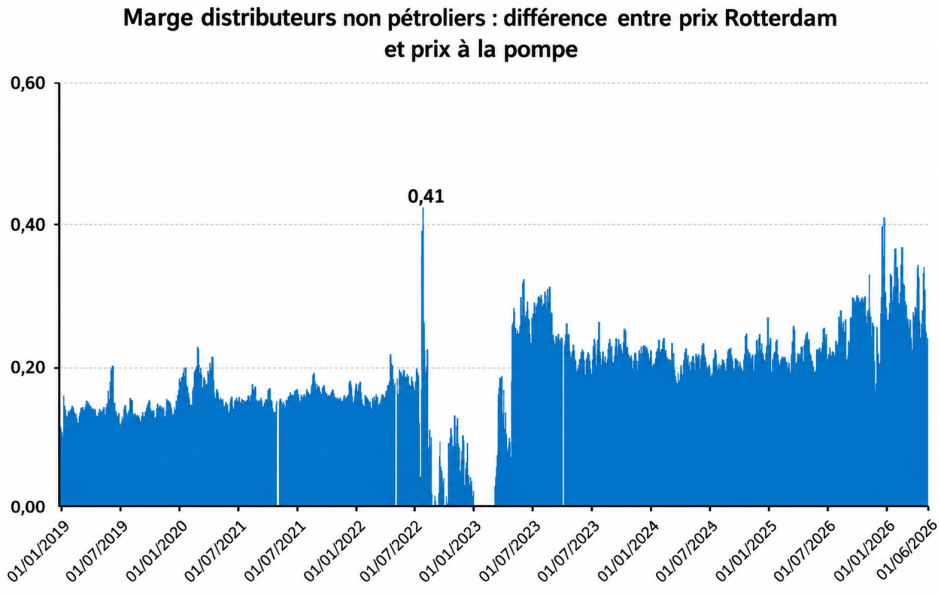
En plus de ces contrats à terme, les centres commerciaux oublient de préciser qu'ils achètent des stocks énormes, sans doute à des prix inférieurs au prix de Rotterdam (remise sur gros volume), et qu'ils augmentent fortement leur marge en répercutant l'augmentation du prix du baril à la pompe, alors qu'ils ont des stocks achetés à des prix largement inférieurs, s'assurant ainsi une belle marge.

Quand le baril baisse, ils vont maintenir les prix assez hauts afin de pouvoir assurer leurs marges quand les prix du baril vont augmenter. Les distributeurs commerçants nous ont appliqué une hausse de leur marge depuis 2023 de presque 100 %. Ces grands commerçants nous ont donc aussi largement plumés, et sans que cela ait un rapport avec le détroit d'Ormuz.



PÉTROLIERS ET CENTRES COMMERCIAUX CARREFOUR, LECLERC, INTERMARCHÉ : MÊMES PROFITEURS DE GUERRE.

Pétroliers et centres commerciaux sont main dans la main où chacun profite de son marché exponentiel et surtout en véritable adversaires de classe se soutiennent pour étouffer ce scandale. Edouard Leclerc et les autres, déguisés en partisans du dialogue social, nous vendent des carburants achetés en 2025 au prix d'un pétrole acheté en 2026. **C'est du vol en bande organisée.**
En effet les commerçants achètent leurs produits au prix du marché de Rotterdam, marché largement contrôlé par les compagnies pétrolières qui raffinent le brut en différents produits. Ceci est basé sur les chiffres de l'Union française de l'industrie pétrolière (UFIP). Chacune et chacun aura remarqué que les hausses du carburant sont instantanément répercutées quand le prix du baril augmente alors que les baisses prennent des semaines, voire des mois à venir.
Dans tous les cas, pétroliers et distributeurs commerçants c'est le consommateur, les salariés, les retraités, les chômeurs et les étudiants qui payent l'addition et qui alimentent leurs profits.



Concernant le marché de Rotterdam, où se négocie le prix du carburant pour la zone euro, au 16 septembre 2026, le litre de gazole était à 1,28 € et le litre de sans-plomb 95 à 1,13 €, et tout cela avec un baril de brut à 107,85 dollars. On est tout de même loin des 2,40 € en moyenne sur le territoire français à la même date.

Les pétroliers ont largement augmenté leurs marges depuis le début de la fermeture du détroit d'Ormuz. Il s'avère que la France et l'Europe en général ne sont que très peu impactées par cette fermeture, donc il n'y a aucune raison à ce que les prix flambent. En revanche, l'Asie est dépendante du détroit d'Ormuz à plus de 90 %.

Nos pétroliers en Europe et aux États-Unis ont donc profité de la situation tout en faisant une gigantesque désinformation via les médias qu'ils contrôlent. Comment expliquer, à cours du baril identique et à coût de raffinage similaire, que des pays comme le Japon ou la Corée du Sud, qui importent 100 % de leur diesel ou de leur essence, affichent des prix à la pompe à 1 € ?

Certes, ces pays ont des taxes moins importantes mais pas tant que cela (25 % au Japon contre 51 % en France). En France, sur un diesel à 2,30 €, les taxes sont de 1,04 €, le reste étant le prix supposé être calé sur le cours des produits raffinés de Rotterdam.

GROUPE 3E CONSTRUCTEURS D'ALTERNATIVES

NOUS SOMMES UN COLLECTIF D'EXPERTS ENGAGÉS AUX CÔTÉS DES REPRÉSENTANTS DU PERSONNEL ET DES ORGANISATIONS SYNDICALES

NOTRE MISSION : ACCOMPAGNER CEUX QUI DÉFENDENT LE TRAVAIL

3E

ACANTE
CONSULTANTS
COMMISSARIAT
ÉTUDES & FORMATIONS
EXPERTISE

groupe3e.fr

CONTACTEZ-NOUS !

CONDITIONS DE TRAVAIL

EMPLOI

POUVOIR D'ACHAT

HANDICAP

LA FORCE D'UN COLLECTIF ENGAGÉ À VOS CÔTÉS

SERVICES PUBLICS

RGPD

LOGEMENT

ÉGALITÉ PROFESSIONNELLE

ENVIRONNEMENT

STRATÉGIE



DEPUIS 20 ANS, LA CGT NOUS FAIT CONFIANCE.

MERCI POUR VOTRE FIDÉLITÉ !

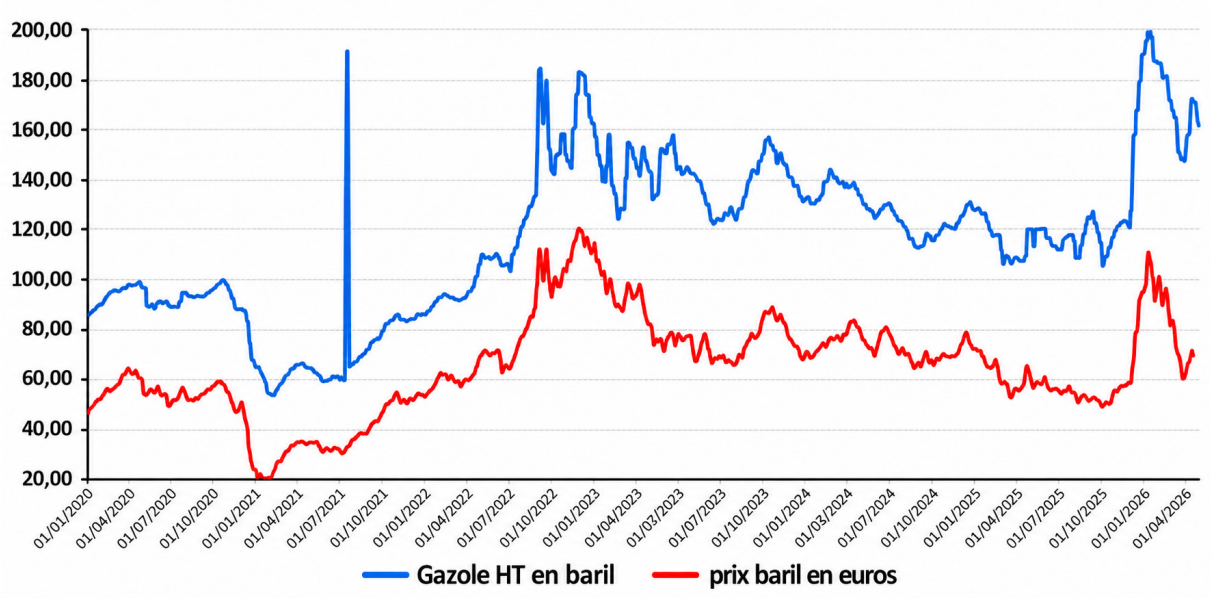
20 ANS GROUPE 3E

Il y a fort à parier que la fermeture du détroit d'Ormuz, entretenue par la vision impérialiste des USA, va perdurer, leur faisant atteindre un niveau de profit record au détriment des classes populaires qui vont devoir choisir entre manger ou pouvoir se déplacer pour gagner leur vie.

Cependant, ces multinationales du commerce ont les mêmes mécanismes utilisés par les pétroliers sur l'augmentation des prix, faisant leurs profits tout en appauvrissant les agriculteurs.

Le capitalisme n'a pas d'âme et certains se gavent sur le prix des carburants et les autres cassent les prix demandés aux producteurs pour augmenter leurs marges auprès des consommateurs que nous sommes.

Comme nous pouvons le voir sur le graphique suivant, depuis 2019, les profits des distributeurs augmentent régulièrement en euros : l'écart entre le prix du baril (courbe rouge) et le prix à la pompe (courbe bleue) ne cesse de grandir.

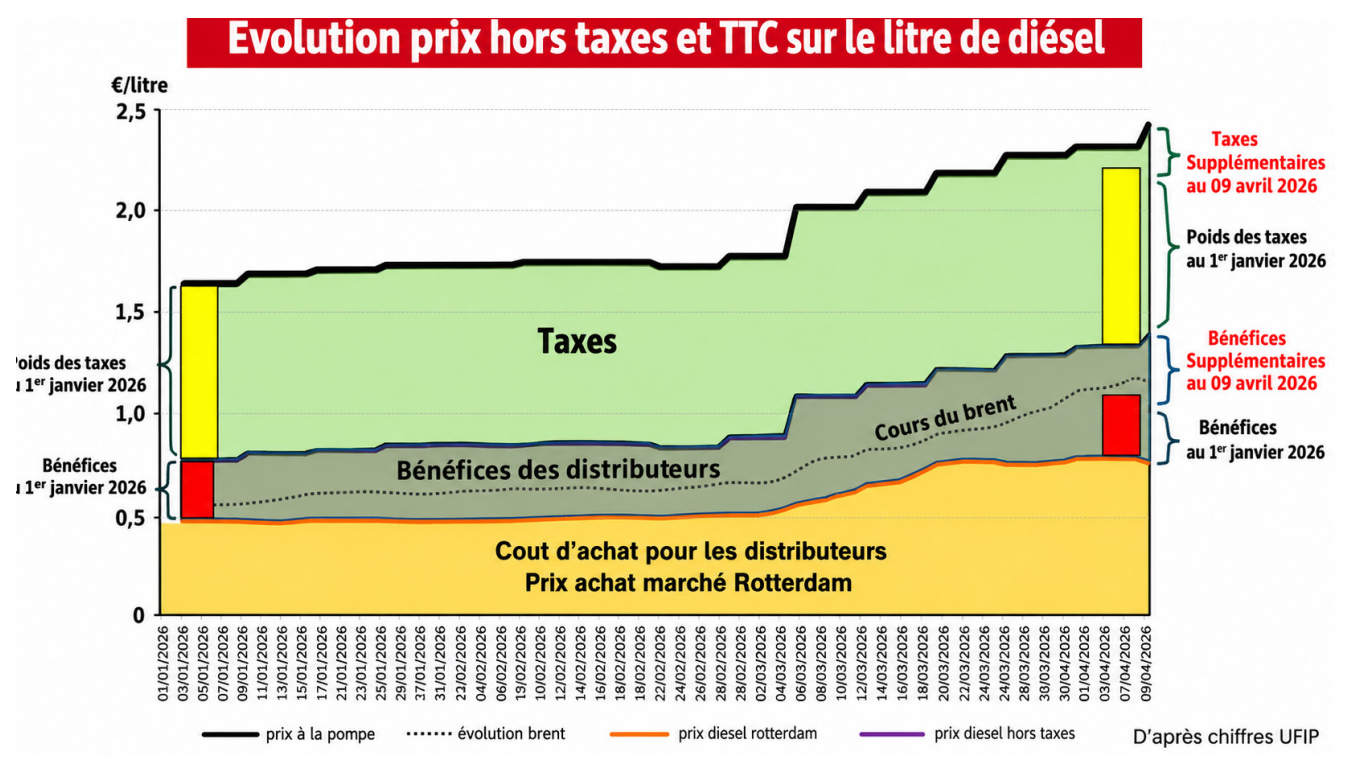


En examinant les bénéfices des compagnies pétrolières qui publient leurs comptes en euros et en France, il n'y a que les bénéfices de TotalEnergies qui explosent au détriment des citoyens.

En 2026, les bénéfices de TotalEnergies sur douze mois glissants s'élèvent à 24,07 milliards €, soit une progression de 10 % par rapport à 2025, où le bénéfice avait été de 21,88 milliards €.

En 2024, le bénéfice était de 25,52 milliards d'euros, marquant une baisse par rapport à 2023 (32,93 milliards d'euros).





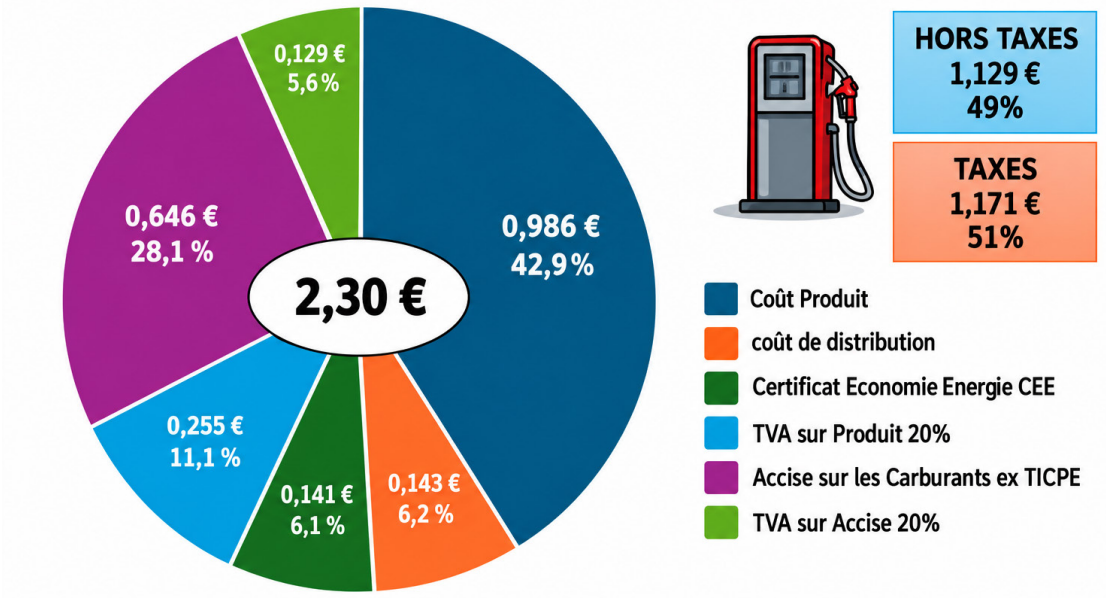
Le diagramme ci-dessus, nous permet de constater que le baril de Brent augmente bien à partir de la fermeture du détroit d'Ormuz et, en même temps, le prix du diesel sur le marché de Rotterdam augmente aussi **mais bien moins que le baril de Brent.**

Quand on dit à la population qu'il n'est pas possible de bloquer les prix, regardez sur le graphique ci-dessus la part des distributeurs pétroliers et commerçants, qui augmente beaucoup plus vite plus que le prix du diesel sur le marché de Rotterdam. En avril, leur bénéfice sur un litre a presque doublé par rapport à janvier 2026. **(Le chiffre en janvier : 1,60 € et en avril : 2,20 €.)**

Quant au taxes, par effet levier, elles augmentent de 10 à 15 % mais moins fortement que les bénéfices des distributeurs et, cela, bien sûr, alimenté par la crise au Moyen-Orient qui, bien qu'elle soit réelle, est un nouveau prétexte pour augmenter les bénéfices dans la durée. Une nouvelle fois, cela vient confirmer, s'il en était besoin, que la guerre annule toutes les revendications des travailleuses et travailleurs, mais qu'elle profite à tous les industriels qui se gavent.



Décomposition du prix d'un litre de Gazole à 2,30 €



La CEE qui représente 6,1 % du prix du litre de carburant c'est quoi ?

Sur un prix du litre de gazole à 2,30 € et un plein de 40 litres, elle représente tout de même près de 5,60 €.
Les Certificats d'Économies d'Énergie (CEE) sont financés à hauteur de 5 à 6 milliards d'euros par an depuis 2019. Ils sont très critiqués par plusieurs rapports récents. Ce qui n'empêche pas les pouvoirs publics de soutenir ce dispositif pervers et inefficace, puisqu'il fait payer aux fournisseurs d'énergie, et donc directement aux consommateurs, la politique énergétique du gouvernement.

Mais de quelle politique énergétique du gouvernement parle-t-on ?

Contraindre les grands fournisseurs d'énergie à financer des actions d'économies d'énergie, afin d'atteindre un objectif pluriannuel au prorata de leurs ventes. La décarbonation, la mise en place de couvertures en panneaux photovoltaïques de zones de parking d'entreprises ou de centres commerciaux, les passoires thermiques, etc., ce qui est déjà financé au budget par nos impôts mais surtout, si ces fournisseurs n'atteignent pas leurs objectifs, ils répercuteront les amendes sur leur tarif de vente.

La seule victime de la CEE, dans tout cela, c'est le consommateur.

Tout le monde est content, sauf le consommateur et son pouvoir d'achat. L'État lance de grands programmes d'économies d'énergie et les fournisseurs d'énergie répercutent intégralement le surcoût. Un dispositif caractéristique de la technocratie française, qui est à la fois complexe, coûteux, d'une efficacité contestable et difficile à mesurer. Il est piloté par la trop fameuse Direction de l'énergie et du climat (DGEC), rattachée au ministère de la Transition écologique et solidaire (ainsi qu'au ministère de l'Économie pour les aspects industriels et financiers).

L'accise c'est quoi ?

Sur les produits pétrolier elle remplace par le nom, mais pas par l'objectif, la TICPE : Taxe Intérieure de Consommation sur les Produits Énergétiques.

Produits ciblés : elle s'applique principalement à l'alcool, au tabac, aux produits énergétiques (essence, diesel, électricité) et parfois à certains biens jugés polluants ou énergivores.

Elle n'est pas calculée comme la TVA puisque c'est une taxe fixe pour les carburants et elle s'élève en 2026 à environ 0,69 € par litre pour l'essence sans plomb et 0,61 € par litre pour le gazole. Mais le comble, c'est que l'État impose une TVA de 20 % sur cette accise. Donc, aux 0,69 €, il faut rajouter 0,14 € au sans-plomb et 0,12 € au gazole, ce qui nous fait un total de 0,83 € par litre de sans-plomb et 0,81 € par litre de gazole.

L'objectif de l'État est de générer des revenus importants et de décourager la consommation de produits considérés comme nuisibles pour la santé ou l'environnement.

Se donner bonne conscience tout en sachant que les travailleuses et les travailleurs que nous sommes devront obligatoirement, pour la plus grande partie d'entre nous, prendre leurs voitures pour aller travailler. Comme langue de bois, il n'y a pas plus ignoble.

Les médias ne cessent de mettre en avant la problématique des taxes de l'État sur les produits pétroliers qui, sans équivoque, devrait être revue et surtout distillée en toute transparence dans le budget pour répondre aux besoins du peuple et non pas garantir des revenus à la bourgeoisie française confinée dans ses institutions. Mais ces mêmes médias ne disent absolument rien ou pas grand-chose sur les profiteurs de guerre que sont les compagnies pétrolières.

De plus, en regardant le diagramme de la page précedente, ces compagnies pétrolières débordent d'innovation car, même quand il ne s'agit pas de paramètres géopolitiques, comme en 2014 avec le baril à nouveau à 40 dollars, elles continuent à afficher des profits records.
Nous insistons, mais il est très important de faire la différence entre les distributeurs grandes surfaces, qui n'ont pas d'autres solutions que de s'alimenter sur le marché de Rotterdam et ainsi contribuer aux profits des majors du pétrole, et les pétroliers avec leurs centres de distribution.
Les pétroliers, eux, détiennent toute la chaîne depuis l'extraction, le transport, le raffinage, la distribution et, à chaque étape, c'est le jackpot.
Décortiquons ces étapes en prenant l'exemple de TotalEnergies, mais cela s'applique à tous les pétroliers : ExxonMobil, Shell, BP, ENI, Texaco, Chevron...
Ces compagnies transnationales détiennent toute la chaîne de production du pétrole : partant de l'exploration, la production, le transport, le raffinage avec l'ensemble des produits dérivés de la pétrochimie. Certains de ces pétroliers sont également présents sur d'autres énergies comme le photovoltaïque, les éoliennes, les batteries et d'autres activités.
La chaîne pétrole représente 70 à 80 % de leurs bénéfices et ces compagnies y consacrent des investissements colossaux.
Ces importants investissements, au vu des milliards qu'ils coûtent, mais des centaines de milliards de profits qu'ils vont rapporter très rapidement, ne pourront jamais être supportés par de nombreux pays qui sont soit en phase de développement, soit malheureusement, comme trop souvent, pillés par ces majors du pétrole qui détiennent un pouvoir considérable.



Par le biais des bilans sociaux, des résultats comptables et des informations de l'UFIP « Union française des industries pétrolières », syndicat patronal de la branche du pétrole, nous pouvons développer ce qu'est l'empire TotalEnergies. Uniquement sur le pétrole, la production de liquides hydrocarbures de TotalEnergies s'élève à 1,5 million de barils par jour, ce qui représente, sur une année, près de 547,5 millions de barils.

L'entreprise TotalEnergies, bien qu'ayant fermé depuis 2010 six raffineries, avec comme conséquence la destruction de milliers d'emplois au raffinage et dans les fonctions support, est allée raffiner ces produits dans des installations situées dans des pays aux normes environnementales et sociales inexistantes, lui permettant d'augmenter ses profits.

Avant d'aller plus loin sur l'empire de TotalEnergies, il est important de revenir sur la fameuse taxe CEE, Certificats d'Économies d'Énergie, qui fixe les objectifs vertueux d'économies d'énergie et d'environnement, et d'aller faire raffiner ses produits où il n'y a aucune norme environnementale.

Au bal des hypocrites avec le gouvernement, cette entreprise a toute sa place, mais en revenant à ce dossier, TotalEnergies raffine la quasi-totalité de sa production.
On peut donc faire le calcul suivant : à l'écriture de ce dossier, le 16 septembre 2026, le baril est à 107 dollars, le coût maximal de production du pétrole s'élève à 25 dollars par baril, ce qui sous-entend que la valeur ajoutée est activée dès le 1er penny après ce chiffre de 25 dollars.

Prenons **1,5 million de barils par jour avec un prix du baril à 107 dollars,** cela nous donne donc le chiffre de (107 - 25 = 82 $), 82 dollars de valeur ajoutée par baril.

Le bénéfice net sur 1,5 million de barils par jour représente 123 millions de dollars par jour.

En sortant de cet exemple qui pourrait nous être taxé d'exceptionnel, reprenons un baril au prix moyen de 80 $, mais pour lequel le coût maximal de production reste de 25 $. Le résultat serait de 80 - 25 = 55 $ multipliés par 1,5 million de barils, soit un total par jour de 82,5 millions de dollars. Sur une année, TotalEnergies gagne donc 365 fois 82,5 millions, soit 30,12 milliards de dollars.

Tout le volume est raffiné avec une marge de raffinage de 10 dollars/baril (chiffre UFIP) sur 1,5 million de barils par jour, ce qui nous fait, à l'année, 5,5 milliards de dollars. Ensuite, il faut y ajouter la marge liée à la distribution. Si on prend la consommation en France en 2025, la consommation de carburant routier a été de 47,5 milliards de litres, à laquelle il faut rajouter 5,3 milliards de litres pour le gazole non routier (agriculture, travaux publics et pêche). Avec un litre entre 2,00 € et 2,30 €, c'est donc entre 106 et 122 milliards d'euros que les consommateurs auront payés cette année.



En étudiant les bénéfices nets après impôts que TotalEnergies ne paye d'ailleurs pas en France, on peut confirmer que TotalEnergies réalise des bénéfices très important dans chaque segment de la chaîne des hydrocarbures liquides.
Depuis le début du conflit, TotalEnergies encaisse 1 euro de bénéfice net par litre de diesel. **Quand une entreprises double son bénéfice par rapport à 2025 pour des raisons de conflit armé, cela s'appelle tout simplement être un profiteur de guerre.**

Pour l'entreprise TotalEnergies, c'est 25 % des 131 millions de litres de carburant/jour, soit près de 33 millions de litres de carburant vendus chaque jour avec une marge globale de 1 euro, ce qui représente 33 millions d'euros par jour et donc 12 milliards d'euros annuels.
Comment entendre cette entreprise qui nous fait les poches et, même avec le blocage des prix à 1,99 € pour le sans-plomb et 2,09 € pour le diesel, qui affirme qu'elle ne fait aucun bénéfice en France ?

Pinocchio serait-il de retour ?

Le groupe TotalEnergies engrange donc, sur un baril à 80 $, 30 milliards pour l'extraction, 5,5 milliards de marge pour le raffinage, 12 milliards pour la distribution, ce qui fait, sur une année plus, de **47,5 milliards de dollars** uniquement sur le segment du pétrole. À cela, il conviendra de rajouter les bénéfices réalisés dans les autres secteurs : batteries, pétrochimie, solaire, etc. **Pour un baril à 60 dollars**, l'excédent brut d'exploitation, dans la même configuration, ne serait que de **37 milliards d'euros**.

Les impôts payés par TotalEnergies sur la planète s'élèvent à 9 milliards de dollars (extraction pétrolière, pétrochimie, caoutchouc, solaire, etc.). **Cette somme est en fait la somme théorique présentée dans le rapport annuel du groupe qui, en réalité, paye moins, voire bien moins, et surtout n'en paye pas en France, ce qui, dans la situation sociale en France, est une aberration et surtout inacceptable.**

L'entreprise TotalEnergies, comme tant d'autres multinationales très friandes des aides publiques, se débrouille parfaitement dans la mise en place d'une optimisation fiscale selon les pays dans lesquels ses sociétés se retrouvent.



Finalement, avec un baril à 80 $, TotalEnergies, le Robin des Bois des riches, qui est porté au rang d'ambassadeur de la solidarité nationale par le Premier ministre, pourra profiter d'un bénéfice net d'au minimum 20 milliards de dollars et, si le baril n'est plus qu'à 60 $, il devra se contenter de 12 à 15 milliards de dollars. Ses autres secteurs d'activité, énergies électrique et gazière, solaire, éolien, qui sont en développement, génèrent tout de même près de 2 à 3 milliards de dollars par an.
À tout cela, il faut certainement rajouter toutes les aides publiques perçues sans aucune condition, car c'est le quotidien de toute entreprise capitaliste et qu'il est impossible de chiffrer par un manque total de transparence.



Enfin, nous ne pouvons oublier d'inclure les activités de trading qui ne sont ni plus ni moins que de la spéculation, et une société est dédiée à cette activité. TOTSA, tel est son nom, est basée en Suisse, juste à côté de l'aéroport de Genève, pays sympathique car peu regardant sur les activités occultes. Le chiffre d'affaires de cette société représente la moitié du chiffre d'affaires total du Groupe (source : les comptes du groupe TotalEnergies 2025). C'est donc une entreprise clé qu'il fallait positionner dans des paradis fiscaux.

Après amortissements, les salaires des 100 000 salariés, dont 35 000 en France, pour un montant de 9 milliards d'euros, l'énergie pour produire, les matières premières, le remboursement des emprunts, les futurs investissements de l'ordre de 15 milliards, il reste le bénéfice net global qui varie, selon les années, entre 10 et 20 milliards de dollars.

Les autres compagnies pétrolières comme ExxonMobil, Shell, engrangent deux à trois fois plus de bénéfices, ce qui les place dans le top 10 mondial des entreprises privées. Ces compagnies pétrolières ont un pouvoir gigantesque. Elles contrôlent la technicité, elles ont des moyens financiers gigantesques, bien souvent supérieurs au PIB des pays dans lesquels elles opèrent, elles contrôlent le flux de pétrole sur la planète puisqu'elles gèrent les flux via le transport, les productions et ont la main sur le prix du baril. On peut dire que, sans l'intervention des travailleurs sur les moyens de production, elles continueront de diriger le monde.
Ces entreprises capitalistes gangrènent l'économie mondiale et, de fait, dirigent le monde avec les géants du numérique. Il est grand temps que le monde du travail sorte de sa torpeur et combatte ce système mortifère et aliénant. Il nous faut prendre leur pouvoir et œuvrer pour le bien commun. La FNIC-CGT s'inscrit pleinement dans cette démarche révolutionnaire qui reste la seule voie pour donner les pleins pouvoirs au monde du travail et retrouver la dignité, une vie meilleure, une retraite bien méritée permettant de bien terminer sa vie, car c'est cela l'humanisme.

C'est dans ce sens que la FNIC-CGT travaille à un projet de nationalisation sous contrôle des travailleurs de l'entreprise TotalEnergies et de ses filiales, qui fait partie des 20 premières entreprises privées au monde. Il y a un enjeu d'approvisionnement énergétique crucial qui doit revenir dans le giron national avec un contrôle étroit des salariés dans la conduite des stratégies et des investissements, de l'emploi et du développement des régions et des services publics.

LA FNIC CGT, AVEC L'ENSEMBLE DES ÉLÉMENTS EXPLIQUÉS DANS CE DOSSIER, S'EST PRONONCÉE POUR UN LITRE DE CARBURANT À 1,20 EURO. DE NOMBREUX PAYS ONT DES PRIX DE CET ORDRE.



Pays	Dernier	Précédent	Référence
Indonésie	0,56	0,55	2026-08
Arabie Saoudite	0,62	0,62	2026-08
Russie	0,89	0,93	2026-08
Inde	1,07	1,07	2026-08
Japon	1,07	1,04	2026-08
États-Unis	1,07	1,04	2026-08
Chine	1,09	1,03	2026-08
Brésil	1,26	1,28	2026-08
Canada	1,31	1,33	2026-08
Argentine	1,35	1,38	2026-08
Corée Du Sud	1,36	1,29	2026-08
Mexique	1,40	1,36	2026-08
Australie	1,44	1,27	2026-08
Turquie	1,56	1,44	2026-08
Afrique Du Sud	1,58	1,56	2026-08
Espagne	2,09	1,94	2026-08
Royaume-Uni	2,19	2,10	2026-08
France	2,42	2,33	2026-08
Italie	2,45	2,35	2026-08
Suisse	2,54	2,29	2026-08
Allemagne	2,55	2,49	2026-08
Pays-Bas	2,90	2,59	2026-08
Singapour	3,34	3,34	2026-08

Pour permettre le litre à 1.20€.
Cela suppose que l'État et les distributeurs contribuent à hauteur de 50 % chacun pour aboutir à ce chiffre qui serait un peu plus supportable pour nos concitoyens.
L'État, qui cherche à nous lobotomiser sur la dette qui explose, mais pas encore assez pour arrêter toutes les aides publiques qui vont au-delà des 211 milliards €, qui est un chiffre de 2023 et sera certainement supérieur en 2026. Que dire des 415 milliards € sur 5 ans pour la loi de programmation militaire en 2025 et du rajout des 36 milliards € d'effort de guerre ? De l'argent à économiser, il y en a, mais ce sont des choix politiques dont il faudra aussi se rappeler lors de la campagne présidentielle.
La mise en place d'un prix du litre de carburant acceptable est entre les mains de tous les travailleurs et nous devrons aller le chercher.

NOTRE COLÈRE EST LA VÔTRE :

LYCÉENS / TRAVAILLEURS, TOUS AU COUDE À COUDE FACE À LA RÉPRESSION



Depuis plus d'une semaine, la colère des lycéens s'est répandue comme une traînée de poudre à travers la France. Ils bloquent l'accès à leur lycée avec partout les mêmes revendications : **plus de moyens, plus de profs !** Des bâtiments vétustes et insalubres, passoires thermiques qui mettent en danger la sécurité et la santé de nos enfants et du corps éducatif, des emplois du temps et des classes surchargés, la fuite des budgets vers le privé et une pression par la sélection qui réservent à notre jeunesse un avenir de précarité ou de chair à canon ! **Nos enfants refusent d'être sacrifiés et ils ont raison.**

Nous avons tous été choqués par la réponse ultra violente de la police, gardienne d'un ordre injuste et inéquitable et qui n'hésite pas à frapper à terre des enfants, à tirer à bout portant avec des lance-grenades, des bombes lacrymogènes. Les arrêts préfectoraux pleuvent, fournissant un prétexte, s'il en était besoin, à la répression étatique : plus de **1 800 arrestations et gardes à vue** depuis le début de la semaine, et fait marquant : **un jeune de 14 ans éborgné à Tours.**

Alors la violence tant dénoncée, n'est-elle pas la juste riposte à celle systémique, que ces jeunes endurent depuis qu'ils sont nés, qu'ils soient des quartiers ou des milieux ruraux ? La fameuse fracture sociale, qui n'est autre que la pauvreté générée par l'avidité de la bourgeoisie et orchestrée par ses vassaux au gouvernement, se traduit par la fin programmée d'un système social que nous, travailleurs, avions conquis par la lutte. L'éducation, la santé, les services publics dans leur ensemble mais également la sécurité sociale, la retraite, les allocations familiales, autant de budgets sur lesquels l'état veut faire des économies pour donner toujours plus de cadeaux en tout genre aux gros patrons tout en continuant à distribuer des milliards à l'armée et aux profiteurs de guerre. Ceux-là mêmes qui bloquent nos salaires, et créent les conditions de travail qui nous blessent et nous tuent.

Ils ne toucheront pas à nos mômes !
Ils ont raison de se battre pour leur avenir !
Soyons nombreux à leurs côtés !

DÈS LE 6 OCTOBRE

la **FNIC-CGT** appelle ses syndicats, ses syndiqués, l'ensemble des travailleurs, à se mettre en grève **CONTRE** les politiques d'austérité de ce gouvernement, **CONTRE** la répression policière, **POUR** la libération immédiate de tous les lycéens.

NOUS APPELONS À LA GRÈVE POUR NOS EMPLOIS, POUR NOS SALAIRES, POUR L'AVENIR DES JEUNES,

TOUS ENSEMBLE !



DÉCLARATION
À L'OCCASION DE LA JOURNÉE INTERNATIONALE D'ACTION
DES SYNDICATS POUR LA PAIX

12 août 2026
WFTU

La Fédération Syndicale Mondiale, la voix combattive de centaines de syndicats militants du monde entier représentant plus de 105 millions de travailleurs dans ses rangs, honore une fois de plus la Journée internationale d'action des syndicats pour la paix, fixée au 1er septembre 2026, à l'occasion du sombre anniversaire du déclenchement de la Seconde Guerre mondiale lors de l'attaque de l'Allemagne nazie contre la Pologne.
Comme chaque année, la FSM appelle ses membres et amis à participer activement à la Journée internationale d'action, en prenant des initiatives et en organisant des actions à la mémoire des millions de victimes des atrocités nazies et fascistes, ainsi que des innombrables victimes des conflits impérialistes menés au profit du grand capital.

Dans une ère de dépenses militaires accrues, et au milieu du renforcement général de l'économie de guerre et de la montée du fascisme, du racisme et de la xénophobie, les syndicats combattifs de classe et les travailleurs du monde entier doivent se lever et lutter, en condamnant sans équivoque l'impérialisme ainsi que ses guerres, plans et interventions, anciens comme nouveaux. Le peuple n'a aucun intérêt à s'aligner sur un centre de pouvoir impérialiste ou sur une alliance quelconque.

Ce n'est d'ailleurs ni un hasard ni une coïncidence si le récent sommet de l'OTAN, tenu à Ankara en juillet dernier, a confirmé l'approfondissement des plans d'intervention des États-Unis, de l'Union européenne et de leurs alliés, ainsi que les décisions relatives à de nouvelles acquisitions et à l'élargissement de la capacité de production collective de l'OTAN. L'envolée des dépenses militaires dans le cadre de l'économie de guerre augmente encore le risque d'un conflit impérialiste généralisé aux conséquences désastreuses pour les peuples.
Les peuples du monde entier savent qu'ils n'ont rien à attendre de la guerre si ce n'est la mort, la misère, les réfugiés, la pauvreté et la détérioration de leurs conditions de vie. Les travailleurs du monde entier savent que les ressources colossales canalisées vers l'économie de guerre sont drainées au détriment de l'État de bien-être social, de l'éducation, de la santé, des salaires, des retraites et des allocations pour les couches populaires.

La FSM réitère fermement sa demande d'arrêt de toutes les interventions impérialistes, ainsi que le respect total et inconditionnel de la souveraineté, de l'indépendance et du droit de chaque peuple à déterminer son propre présent et son avenir. Nous rejetons les exclusions, les mesures discriminatoires, les blocus et les sanctions imposés par les États-Unis, l'Union européenne et leurs alliés à de nombreux pays, qui affectent directement la vie quotidienne des gens ordinaires. Nous affirmons l'exigence de la dissolution de l'OTAN et de toutes les coalitions militaires, ainsi que l'abolition complète des armes nucléaires. Aucune participation aux guerres impérialistes ni aux missions militaires. Les forces armées doivent retourner dans leurs propres pays, et la lutte de la classe ouvrière dans chaque pays pour le désengagement de l'OTAN, de l'UE et de toute alliance impérialiste, ainsi que pour l'abolition totale des armes nucléaires, doit être renforcée.
Nous condamnons et dénonçons sans équivoque le génocide contre le peuple palestinien perpétré par l'État assassin d'Israël, et nous exigeons la fin immédiate des pratiques de nettoyage ethnique ; nous exigeons la fin de l'occupation et des colonies dans les territoires arabes occupés, la garantie du droit au retour des réfugiés, et l'établissement d'un État palestinien indépendant sur les frontières de 1967 avec Jérusalem-Est comme capitale. Nous condamnons fermement l'attaque non provoquée des États-Unis et d'Israël contre l'Iran, les attaques au Liban et dans l'ensemble du Moyen-Orient, l'intervention meurtrière au Venezuela et l'enlèvement de son président, Nicolás Maduro, et de son épouse. De plus, nous dénonçons l'agression impérialiste intensifiée contre Cuba, le blocus économique, commercial et financier criminel et la guerre idéologique imposés par les États-Unis, qui visent à asphyxier l'économie cubaine et créent délibérément d'énormes difficultés pour le peuple cubain.

Nous exigeons la fin de la guerre en Ukraine, qui se déroule sur le territoire ukrainien entre le camp euro-atlantique des États-Unis, de l'OTAN et de l'UE, et la Russie, et nous exigeons la fin de toutes les confrontations armées dans le monde entier. Nous condamnons les interventions de l'OTAN et de l'UE ainsi que toute participation au bain de sang impérialiste où que ce soit dans le monde.

Dans le même temps, nous dénonçons la position de la CSI et des syndicats jaunes qui, soit par les positions qu'ils expriment, soit par l'absence consciente de toute réaction ou protestation contre ces politiques, soutiennent en pratique les plans militaristes impérialistes en leur apportant un soutien politique.
La FSM salue les initiatives combattives et les luttes incessantes de la classe ouvrière et de ses syndicats qui envoient un message clair d'opposition à toute implication de leurs pays dans les guerres, en refusant de travailler pour la production, le chargement et le transfert d'armes et d'équipements militaires, et en boycottant toute collaboration ou facilitation liée aux fronts de bataille actifs. Nous appelons les travailleurs du monde entier à organiser et à soutenir des initiatives dans ce sens, telles que la prochaine Journée internationale d'action des dockers et travailleurs portuaires contre la guerre et la militarisation le 30 octobre 2026.

Participons activement à la Journée internationale d'action des syndicats pour la paix, en renforçant les initiatives militantes des syndicats contre la guerre impérialiste et l'exploitation capitaliste, pour le renversement du système qui engendre la guerre, la pauvreté et les déplacements forcés, et pour une société libérée de l'exploitation de l'être humain par l'être humain.

Le Secrétariat.





Inscrivez- d'ores et déjà ces dates dans vos agendas !

Notre 44ème congrès va revêtir un caractère exceptionnel à plusieurs titres :

1. **Premièrement, politiquement** au vu de l'acharnement de la classe dirigeante à matraquer notre classe Ouvrière. En effet, depuis le 43ème congrès de la Fédération, nous devons faire face à une déferlante de plus de 150 plans antisociaux, restructurations, etc. dans nos entreprises de la FNIC CGT, tous accompagnés par un gouvernement aux bottes du patronat, distribuant des aides publiques par milliards, tout en pratiquant la modération salariale. Bien entendu, nos syndicats ont répondu par la grève, se sont mobilisés contre la casse de nos emplois, pour la défense de nos conquis, comme celui de la Sécurité sociale, et des conquis de 1936, comme les congés payés, la semaine de 40 heures payées 48, les conventions collectives, etc.

1. Ensuite, notre 44ème congrès accueillera une délégation **de représentants syndicaux internationaux**, ce qui va nous permettre d'aborder les enjeux de la paix, de la mondialisation, et de créer des convergences de luttes, de nous donner les moyens d'un syndicalisme international pour que les peuples puissent vivre, et non survivre.

2. Enfin, ce congrès marquera **les 120 ans de notre Fédération.** C'est le 26 février 1907 que les syndicats des tordeurs d'huile de Dunkerque et les pétroliers du Havre engageaient la discussion sur la constitution de la « Fédération des produits chimiques », rejoints peu après par le syndicat des produits chimiques et des caoutchoutiers. Un moment spécifique du congrès sera dédié à cette commémoration.

Dès à présent, chaque syndicat :

A la possibilité de s'inscrire à ce moment incontournable de débats et d'échanges de notre Fédération, accompagné de grands moments fraternels.

Doit prendre les dispositions pour prévoir les conditions de la participation de ses délégués, en :

• Déposant dès le début d'année 2027 les demandes d'absence, droit syndical d'entreprise, CEFESS, formation CSE ou CSSCT, etc.,

• Et d'inscrire une ligne budgétaire dans la politique financière pour libérer des financements nécessaires.

Un mode d'emploi de participation au congrès sera publié dans le dernier trimestre 2026. L'ensemble des documents politiques de préparation du congrès vous sera envoyé dans le premier trimestre de 2027, conformément aux statuts de la Fédération.

La Fédération organisera des réunions dans les régions afin de permettre la prise en compte le plus large possible de ces questions vitales pour le présent et l'avenir de notre syndicalisme de masse et de lutte de classes.

L'organisation du Congrès de la FNIC-CGT demande beaucoup de travail et d'engagement pour accueillir les centaines de délégués, organiser leur hébergement et assurer le bon déroulement des débats.

NOUS VOUS DEMANDONS EN CONSÉQUENCE DE VOUS INSCRIRE DÈS MAINTENANT POUR PARTICIPER A CE MOMENT FORT DE NOTRE DÉMOCRATIE

44ème CONGRÈS INTERNATIONAL DE LA FNIC-CGT

au village club Miléade de la Palmyre
du 21 au 26 mars 2027

INSCRIPTION

SYNDICAT	
NOM DU SYNDICAT	
CONVENTION COLLECTIVE	
ADRESSE	
E-MAIL	

RENSEIGNEMENTS INDIVIDUELS	PERSONNE 1	PERSONNE 2	PERSONNE 3	PERSONNE 4
NOM - PRÉNOM				
E-MAIL				
TÉLÉPHONE				

TRANSPORT

TRAIN ◯ GARE SNCF DE ROYAN NAVETTE <=> VILLAGE CLUB MILEADE DE PALMYRE VOITURE ◯

CHOIX DE LA FORMULE

HÉBERGEMENT :	*FORMULE N°1*	*FORMULE N°2*	*FORMULE N°3*
les hébergements se font en bungalow double ou triple composé d'une pièce commune, de sanitaires communs et de couchage dans des pièces séparées. L'infrastructure du village ne nous permet pas de vous proposer des hébergements individuels.	AVEC HÉBERGEMENT ARRIVÉE LE DIMANCHE SÉANCE INTERNATIONAL 550 € / personne 5 nuits + petits déjeuners 4 déjeuners 4 dîners + soirée fraternelle	AVEC HÉBERGEMENT ARRIVÉE LE LUNDI 500 € / personne 4 nuits + petits déjeuners 4 déjeuners 3 dîners + soirée fraternelle	SANS HÉBERGEMENT 400 € / personne 4 déjeuners soirée fraternelle
	formule n°1 ☐	formule n°2 ☐	formule n°3 ☐

Allergie Alimentaire :

TOTAL ☐ € **pour que les inscriptions soient effectives, elles doivent être accompagnées des règlements correspondants à l'ordre de la Fnic-cgt**

SOLIDARITÉ

soutien financier du syndicat par la prise en charge des nouveaux ou petits syndicats ou des membres du personnel administratif

le syndicat verse la somme de ☐ euros

Vous pouvez aussi scanner ce QR code pour vous inscrire

FNIC-CGT - Merci de nous retourner ce bulletin à
Case 429 - 263, rue de Paris - 93514 Montreuil cedex
e-mail : secretariat.general@fnic-cgt.fr



Harmonie mutuelle
GROUPE VYV

Inventons
la protection sociale *de demain*

Chez **Harmonie Mutuelle**, nous sommes convaincus que nous avons **le pouvoir d'agir, ensemble, pour une santé durable**. Grâce au mouvement de l'**Éco-santé**, nous facilitons **le passage à l'action** pour permettre à chacun de **prendre soin de sa santé** en agissant **plus tôt, plus vite et autrement**.

Nous accompagnons :

- **5 millions de personnes protégées en santé et en prévoyance,**
- **Plus de 100 000 entreprises,**
- **165 000 entrepreneurs,**
- **Plus de 50 branches professionnelles.**

Pour plus d'informations, contactez-nous :
relation.partenaire@harmonie-mutuelle.fr

Prévention ▪ Santé ▪ Prévoyance ▪ Épargne-retraite

MUTUALITÉ FRANÇAISE
MEMBRE DE LA

Harmonie Mutuelle, mutuelle soumise aux dispositions du livre II du Code de la mutualité, immatriculée au répertoire Sirene sous le numéro Siren 538 518 473. Numéro LEI 969500JLU5ZH89G4TD57. Siège social : 143, rue Blomet - 75015 Paris. DADCG 03-2026.